



Pas de jeunesse sacrifiée : droit au respect et à la dignité

Le plan « 1 jeune, 1 solution » de 6,5 milliards débloqué sur 2 ans du gouvernement n'est absolument pas à la hauteur des enjeux actuels.

Un peu plus de 800 000 jeunes entrent en ce moment dans la vie active alors que l'insertion professionnelle devient très chaotique. Et ce ne sont pas les sommes colossales données aux entreprises, sans exigence en contrepartie, qui vont permettre une relance qualitative et quantitative de l'emploi. L'aide à la recherche du premier emploi, supprimée en 2019 par le gouvernement, n'a toujours pas été rétablie : aucun accompagnement social n'existe donc pour les jeunes diplômés.

La crise sanitaire a dégradé considérablement une situation sociale et économique déjà bien entamée par une politique régressive menée depuis des décennies. Les inégalités continuent à se creuser et la précarité explose.

Près d'1 million de jeunes âgés de 16 à 25 ans ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation. Pour les étudiant-es, le coût de la vie augmente de 3,69 % en cette rentrée sachant qu'ils et elles devront déboursier en supplément du loyer et des transports plus de 250 euros par an pour l'achat des masques.

Il est de la responsabilité du gouvernement de rompre avec les politiques actuelles et de changer de cap pour des perspectives d'avenir meilleures et durables. Il faut cesser le paternalisme et la stigmatisation des jeunes, toujours les premier-es à servir de variable d'ajustement des politiques budgétaires et encore une fois les premier-es pointé-es du doigt, aujourd'hui comme responsables du redémarrage de l'épidémie.

De même et en urgence, le gouvernement doit cesser de mener une politique de la peur, de la culpabilisation, des restrictions des libertés et des droits fondamentaux. Les injonctions de Blanquer sur les tenues vestimentaires des lycéen-es, celles de certain-es parlementaires sur celle de notre camarade, Vice-Présidente de l'UNEF, les interdictions de manifestation revendicative, les multiples répressions et humiliations des autorités policières et judiciaires sont des dérives autoritaires et liberticides inacceptables. Elles enfreignent des libertés

fondamentales, percutent l'Etat de droit et dévoient les pratiques de laïcité. Elles stigmatisent et aggravent les rapports de domination qu'ils soient de classe, de genre, d'orientation sexuelle d'origine réelle ou supposée, etc. Le suicide d'une étudiante transgenre à Montpellier fin septembre montre que les conséquences sont concrètes.

Nous n'acceptons pas cette politique. Créer une génération sans emplois, sans droits et sans avenir ne peut pas être une visée et un objectif politique implicite ou explicite. C'est irresponsable. Chacun-e a le droit d'être, d'exister, de s'exprimer, de se former, de travailler... Le droit à la dignité et au respect !

Nous demandons des moyens conséquents pour relancer l'emploi, l'insertion ainsi que la protection sociale des jeunes en recherche d'emploi. Nous exigeons des moyens favorisant l'accès aux logements sociaux, dans les foyers des jeunes travailleur-ses ou dans les Crous, des ressources suffisantes pour assurer l'autonomie financière et matérielle des jeunes. Enfin nous demandons des mesures pour une égalité des droits effective pour toutes et tous, le respect et le renforcement des libertés individuelles et collectives.....

Paris, le 05 octobre 2020.